

31 mai 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Mitterrand, président de la République, à la télévision sénégalaise, sur l'expérience démocratique au Sénégal et son exemplarité, sur l'aide de la France, sur l'appréhension africaine d'un transfert global de l'aide occidentale vers l'Europe de l'Est et son absence de fondement, Paris 31 mai 1992.

QUESTION.- Le chef de l'Etat du Sénégal, le Président Abdou Diouf, va effectuer dans quelques heures une visite d'Etat dans votre pays. Quelle signification donnez-vous à cette visite et quelle contribution apporte-t-elle aux relations franco-sénégalaises ?

- LE PRESIDENT.- C'est une visite particulièrement importante, solennelle, une visite d'Etat. Mais elle s'inscrit dans une longue suite de rencontres de toutes sortes entre le Président Diouf et moi-même, et d'une façon plus générale entre le Sénégal et la France. Nous n'innovons pas, nous maintenons et nous approfondissons. Cette visite qui nous honore beaucoup ici en France, me permet de dire au peuple sénégalais l'estime et l'amitié que je lui porte. C'est un témoignage public d'une nature particulière pour bien signifier que, au regard de l'histoire, nos deux pays marchent du même pas.

- QUESTION.- Monsieur le Président vous avez parlé d'un témoignage public particulier. Alors que représente pour vous le Président Abdou Diouf, le style qu'il incarne. Est-ce une nouvelle génération de chef d'Etat africain opposable à une autre ?

- LE PRESIDENT.- Il est évident que le Sénégal, dans ses pratiques, ses institutions, le caractère des hommes qui l'ont dirigé depuis déjà plusieurs décennies, est un pays d'Afrique qui pratique, qui connaît ce qu'est la vie démocratique. Le Président Diouf est vraiment le prototype d'un homme auquel le monde entier s'adresse avec respect. L'on sait qu'avec lui la discussion est ouverte et qu'il respectera chez lui les principes qui nous sont communs. Donc c'est une grande figure pour nous.\

QUESTION.- Monsieur le Président au sommet franco-africain de La Baule en 1989 vous aviez particulièrement insisté sur la nécessité de démocratisation. Le processus qui a été amorcé en Afrique marche avec un succès relatif dans certains pays. Quelle appréciation portez-vous sur ce processus et qu'entend faire la France pour qu'il aboutisse ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à la France qu'il appartient de dicter aux peuples africains leurs lignes de conduite, ni leurs choix institutionnels. La France qui est leur amie, peut cependant se permettre de leur dire : regardez le monde autour de vous, voyez son évolution. En Europe, dictatures, partis uniques, idéologies totalitaires ont disparu et au delà de l'Europe combien d'autres pays ici ou là se sont ouverts à la démocratie ! Voyez l'évolution des pays d'Amérique latine, c'est un grand souffle de l'histoire qui passe en cette fin de XXème siècle. Et c'est le moment que choisiraient des peuples d'Afrique pour maintenir à l'identique des systèmes dont on voit bien partout qu'ils ne peuvent plus répondre aux aspirations des hommes ?

- La France peut donner des conseils parce qu'elle connaît très bien l'Afrique et que les Africains la connaissent très bien, mais elle ne peut pas se substituer aux Africains. L'on peut

naturellement se servir des moyens dont on dispose. La France qui cherche à aider les peuples africains est bien entendu d'autant plus portée à aider ceux qui s'imposent à eux-mêmes des règles démocratiques strictes. Mais je le répète la démocratisation de l'Afrique dépend d'abord des Africains.\

QUESTION.- Monsieur le Président, l'on donne souvent de l'Afrique une description apocalyptique : baisse de la production, croissance inexistante. L'on oublie souvent le poids excessif de la dette et la faible présence de l'Afrique au niveau du commerce international. Le chef de l'Etat sénégalais vient d'émettre le voeu de voir les compteurs remis à zéro en ce qui concerne l'endettement. La France entend-elle soutenir une telle idée ? Et entendez-vous en ce qui vous concerne pousser au respect des engagements pris par les riches de consacrer 0,70 % de leur PIB à l'aide au développement ?

- LE PRESIDENT.- C'est d'abord aux Africains eux-mêmes de créer les conditions de leur accession à une forme de prospérité supérieure à leur mode de vie actuel. Ils en ont le plus grand besoin. Cela étant dit, nous avons pris le parti, nous en France, d'apporter notre aide. Cela est dû sans doute au fait que depuis longtemps déjà nous nous fréquentons, nous sommes amis, nous nous connaissons. Donc nous participons aux aides bilatérales et aux aides multilatérales.

- Notre participation, relativement à notre revenu national, est la plus importante du monde : parmi les pays industriels avancés, nous arrivons devant le Canada, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et loin devant les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. Nous nous efforçons d'avancer vers les 0,70 % promis du PIB sous forme de contributions diverses. Nous avançons peu à peu, nous en sommes à 0,56 % - vers cet objectif de 0,70 %. Je crois que nous sommes les seuls à continuer de cheminer de cette manière. C'est indispensable parce que les peuples africains ont besoin de la solidarité.

- Quant à la dette, permettez-moi de vous rappeler que le premier acte de mon premier septennat, a été, en présidant la conférence des pays les moins avancés, de faire un geste de renonciation à nos créances, sur beaucoup de pays. Puis à Dakar, j'ai annoncé que la France renonçait à sa créance publique sur environ 35 pays, qui presque tous étaient africains. Ce qui revenait à abandonner l'espérance du retour de quelque vingt milliards de francs.

- Nous pensons que nous devons aider les pays d'Afrique et que, comme il a été dit par le Président Diouf, nous devons amener les créanciers à comprendre que la meilleure manière de faire fructifier leur effort en amitié avec les peuples d'Afrique, c'est d'alléger ce fardeau, de leur donner une nouvelle chance de démarrer. Beaucoup d'hommes et de femmes en Afrique sont courageux et ont l'esprit civique mais ils sont souvent trop isolés. Ils ne se sentent pas assez portés par une solidarité internationale. Il faut leur donner cette chance. Alors j'ai proposé moi-même à Toronto, aux Nations unies, et à de multiples autres occasions, toute une série de formules de moratoire de dettes, d'allègement de la dette ou d'abolition de la dette.

- J'ai préconisé aussi toute une série de procédés financiers qui permettraient de disposer d'un plan mondial pour qu'enfin l'Afrique se sente entourée. Je continuerai, peu à peu la conviction se fait et pour ce qui concerne la France, nous donnons l'exemple. Voilà £ c'est notre position et nous avons toujours été en très grande symbiose de sentiments et de conviction avec le Président Diouf.\

QUESTION.- Monsieur le Président, on vous considère comme le porte-parole de l'Afrique sur la scène internationale, mais cela ne suffit pas à dissiper certaines appréhensions des Africains, face à la création de la nouvelle Europe. L'on pense que l'aide occidentale risque de se transférer progressivement vers les anciens pays d'Europe de l'Est (la Berd a été créée à cet effet) et certains investisseurs français sont en train de plier bagages. Ces appréhensions des Africains sont-elles justifiées ? Et va-t-on assister à une sorte de réduction des relations de proximité qui sont bilatérales, au profit d'une sorte de "magma" multilatéral où les Africains risqueraient de ne plus trouver leur compte ?

- LE PRESIDENT.- Il est normal que vous vous posiez la question. La masse des besoins s'est considérablement accrue sur la surface du globe et l'on se tourne tout naturellement vers les pays industriels avancés qui sont plus riches que les autres. Ils sont sollicités de toute part, en Europe de l'Est, en Europe centrale, en Amérique latine, en Afrique. L'on peut, en effet se demander

de l'Est, en Europe centrale, en Amérique latine, en Afrique... Et on peut, on enet se demander, leur effort n'étant pas inépuisable, s'ils pourront maintenir leur aide. Vous avez raison de vous poser la question mais l'on y a déjà répondu d'une manière qui aurait dû vous rassurer.

- Rappelez-vous ce qui a été dit autour des derniers accords de Lomé. Toute la presse, en Afrique et en Europe avait annoncé une réduction de l'aide. Or les douze milliards qui ont été obtenus ont dépassé les espérances les plus fortes. Il y a eu accroissement de la contribution des pays européens dans le cadre de ces accords de Lomé. Accroissement et non pas réduction et pourtant, il y avait déjà eu des sollicitations de l'Europe de l'Est.

- Cependant, il faut rester vigilant face à cette tentation constante d'exprimer des besoins de la part de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Russie, l'Ukraine, certaines républiques de Yougoslavie. C'est certain que nous ne pouvons pas leur dire non. Il faut être à leur côté, mais d'autre part, nous ne voulons pas en quoi que ce soit lâcher ou réduire l'aide aux pays africains. Donc cela nous oblige à un effort supplémentaire. Cette année, dans notre budget, la contribution de la France, allant vers les fameux 0,70 % de notre PIB, va encore être augmentée. Et je peux vous annoncer qu'elle sera encore augmentée l'année suivante.

- QUESTION.- Monsieur le Président il devient évident que les mécanismes de Yaoundé, de Lomé servent de relais importants dans cette coopération multilatérale incarnée par la Communauté économique européenne. Mais ne pensez-vous pas que dans l'Europe que vous avez envie de construire, qui sera une première puissance économique mondiale, il serait nécessaire de revoir quelques éléments de ce mécanisme parce que le Stabex lui-même semble être quelque peu réducteur par rapport à la demande pressante des pays africains ?

- LE PRESIDENT.- Cher monsieur, il faut toujours tout réviser. Il n'y a aucune raison que nous restions sur les bases de raisonnement et de calcul de 1989. Mais il faut éviter de procéder à des révisions qui assèchent les moyens déjà si réduits de l'Afrique. Donc il faut aborder ces problèmes avec d'extrêmes précautions. Ce que je peux vous dire c'est que la France continuera de se considérer comme l'amie et le témoin de l'effort africain. Elle interviendra toujours auprès de ses partenaires du G7, qui se réuniront au mois de juillet à Munich, comme auprès de toutes les autres instances, notamment les institutions internationales, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. La France tient à l'honneur d'être l'avocate des Africains qu'elle connaît si bien.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour revenir aux rapports entre l'aide publique au développement et la démocratie : vous avez dit qu'il appartient aux Africains d'être les acteurs de leur propre histoire. Or en 1989 à La Baule, vous sembliez subordonner l'aide française à l'avancée démocratique dans certains pays.

- LE PRESIDENT.- J'ai rappelé tout à l'heure que bien entendu dans sa forme d'aide, la France ferait un effort particulier pour encourager les pays qui ont démocratisé leurs pratiques et leurs institutions. Cependant nous n'avons coupé les vivres de personne. Nous savons très bien l'extraordinaire difficulté que représente, pour un peuple qui n'a pas ces traditions-là, de s'adapter à des systèmes qui nous sont propres. Mais il y a certaines façons de faire qui ne sont pas acceptables.

- QUESTION.- Monsieur le Président, au sommet de La Baule, il me semble que vous aviez un raisonnement fort qui s'articulait sur une sorte de triptyque : que les Africains introduisent des réformes au plan administratif, des réformes institutionnelles et des réformes politiques. Sur l'ensemble de ces points les Africains semblent avoir amorcé des...

- LE PRESIDENT.- Beaucoup l'ont fait.

- QUESTION.- Est-ce que la France est allée à la rencontre de...

- LE PRESIDENT.- Je crois que oui. Il faut dire que depuis cette époque cela a beaucoup bougé en Afrique. La France n'est pas là pour susciter des difficultés aux gouvernements qui existent. Mais ces gouvernements ont quand même entendu la voix de la France, les conseils qu'elle donne et parfois, parce que cela était nécessaire, l'avertissement qu'elle lance. Je ne retire rien de ce que j'ai dit à La Baule.\